

5. Quels mécanismes de vérification faut-il absolument pour appliquer des mesures de désescalade et mettre en oeuvre un traité de paix ?

## DÉBAT

Ouvrant le débat, deux participants centraméricains ont décrit en général les obstacles les plus importants à la paix dans la région. Selon eux, ces obstacles découlent essentiellement du fait que la région dépend des États-Unis et en est très rapprochée. "La paix n'existe pas parce qu'il n'y a pas de justice sociale, et il n'y a pas de justice sociale parce que les politiques des États-Unis ont permis aux oligarchies locales de monopoliser le pouvoir." Les conflits actuels "résultent d'une répartition inéquitable des revenus et du pouvoir". Les États d'Amérique centrale ont "toujours commis des actes de violence contre leurs propres citoyens". Il ne faut pas oublier que les mouvements révolutionnaires contemporains étaient "modérés au début", que la répression et la violence imprègnent aujourd'hui un très large éventail d'idéologies politiques et qu'elles ont empêché la mise en place de régimes politiques modernes. "Les États-Unis ont joué un rôle dans tout cela, retardant l'évolution sociale nécessaire" et la réforme des structures économiques et politiques. Ils ont également exagéré l'importance des questions de sécurité et compliqué les conflits en y introduisant le jeu des tensions Est-Ouest. Néanmoins, pour qu'un traité de paix soit durable, les États-Unis doivent y donner leur accord.

Les participants ont convenu, comme au cours des séances antérieures, que le processus de paix dépend des démarches diplomatiques. Cependant, il est en outre indispensable de réunir des ressources économiques non seulement pour assurer le bon fonctionnement des commissions de contrôle et de vérification nécessaires à l'application de n'importe quel traité, mais également pour régler les problèmes socio-économiques de la région qui sont à l'origine des conflits politiques y faisant rage.

Pour donner une idée de la crise économique sévissant dans la région, un délégué d'Amérique centrale a présenté le bilan du "Marché commun" en le qualifiant de "désastre" : le prix des produits de base a chuté de 50 pour cent; la région a la dette extérieure par habitant la plus élevée d'Amérique latine; les exportations de café, de bananes et de sucre (l'économie des desserts) n'ont aucun avenir; et, pour coiffer le tout, la région se trouve en concurrence avec les Antilles sur ce genre de marchés. L'orateur en